



Organisation des Nations Unies
pour l'agriculture et
l'alimentation

Bureau de l'Évaluation

**Appui aux activités de coordination du Bureau
sous-régional des opérations d'urgence et de
réhabilitation en Afrique de l'Ouest et du
renforcement des moyens d'existence durables
des ménages vulnérables - OSRO/RAF/908/SWE**

Rapport de suivi de la réponse de la Direction

Organisation des Nations Unies pour l'agriculture et l'alimentation

Bureau de l'Evaluation (OED)

Ce rapport est disponible en version numérique sur: <http://www.fao.org/evaluation>

Il sera permis de reproduire, de télécharger ou d'imprimer sans frais une partie ou l'intégralité de ce document pour une étude privée ou pour un usage limité à la formation à condition que la citation soit reproduite avec exactitude et que la FAO reconnaisse qu'elle en est la source et qu'elle en détient les droits d'auteur. Lorsque les citations n'appartiennent pas à la FAO, prière de se référer au détenteur des droits d'auteur pour vérifier les termes et conditions d'utilisation. Toutes les demandes de reproduction et de distribution électronique, y compris les serveurs de liste, les droits de traduction et l'utilisation à des fins commerciales devront être adressées à copyright@fao.org.

Pour plus ample information, contacter:

Directeur, OED
Viale delle Terme di Caracalla 1, 00153
Rome, Italie
Courriel: evaluation@fao.org

Les appellations employées dans ce produit d'information et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), aucune prise de position quant au statut juridique ou au stade de développement des pays, territoires, villes ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites. La mention de sociétés déterminées ou de produits de fabricants, qu'ils soient ou non brevetés, n'entraîne, de la part de la FAO, aucune approbation ou recommandation desdits produits de préférence à d'autres de nature analogue qui ne sont pas cités.

OSRO/RAF/908/SWE – Follow up report on the management response (January 2013)

Recommandation	Action Agreed	Comments on actions taken, including reasons for actions not taken	Impact (changes) of actions taken in terms of programme, policies and/or procedures
<p>Recommandation 1 (partially accepted) Activer le cadre harmonisé d'analyse de la vulnérabilité amélioré avec des éléments de l'IPC, et s'appuyer sur le CILSS/ AGRHYMET avec la collaboration des bailleurs de fonds pour établir des consensus rapides et décider au sein des coordinations humanitaires, là où le CILSS l'estime possible.</p>	<p>La FAO soutient cette recommandation, et jusqu'ici a essayé de faire la promotion pour l'activation du cadre harmonisé bonifié (CH qui intègre les éléments de vulnérabilités de l'IPC). Cependant il faut avant tout un engagement du CILSS et un appui financier des bailleurs (L'activation du cadre harmonisé au niveau des pays nécessite des activités préalables de renforcement de capacité par le CILSS, lui-même tributaire des bailleurs de fonds pour cette activité, ainsi que l'institutionnalisation de cette méthodologie).</p>	<p>Le processus de développement du CH se poursuit et le BSR a collaboré avec le CILSS et les autres organisations impliquées (Programme alimentaire mondial [PAM], Action contre la Faim [ACF], Save the Children [SC/UK], le Centre conjoint de recherche de la Commission européenne [JRC] et l'unité de soutien mondial au Cadre intégrée de classification de la sécurité alimentaire [GSU/IPC]). Le BSR a participé aux réunions du Comité technique du Cadre harmonisé (CT-CH) et de la Cellule d'analyse régionale du Cadre harmonisé organisées par le CILSS, qui a produit en 2011 deux analyses illustrées par des cartes (analyse courante et projection en mars et en juin 2011).</p> <p>Le BSR a soutenu le CILSS dans son plaidoyer pour que le CH soit déroulé au niveau des pays.</p> <p>En 2012 le BSR a appuyer le CILSS dans la préparation de mise en œuvre du CH dans cinq pays de la sous région (Burkina Faso, Mali, Mauritanie, Niger et Tchad)</p>	<p>La version 2 de l'IPC a servi de référence pour la révision de la méthodologie du Cadre harmonisé en 2012 afin de le rendre « IPC compatible ».</p> <p>Le CH est désormais appliqué au niveau des pays.</p>
<p>Recommandation 2 : Financer des projets sous-régionaux fondés sur des stratégies et des activités innovantes en matière de préparation aux urgences, de prévention et de réhabilitation de territoires ruraux vulnérabilisés.</p>	<p>S'assurer que les interventions pays concernant la gestion et réduction des risques s'inspirent de la stratégie régionale DRM</p>	<p>Cette recommandation a été poursuivie à travers différentes activités :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Organisation des ateliers de lancement de la stratégie régionale dans chaque pays • Soutien pour l'organisation des formations en GRC • Révision et intégration des propositions de projets par BSR 	<p>Les interventions pays concernant la gestion et réduction des risques s'inspirent de la stratégie régionale DRM et des axes prioritaires de la FAO pour la résilience</p>

Recommandation	Action Agreed	Comments on actions taken, including reasons for actions not taken	Impact (changes) of actions taken in terms of programme, policies and/or procedures
		<p>et les services techniques compétents</p> <ul style="list-style-type: none"> • Proposition aux bailleurs de projets régionaux visant à assurer la cohérence des interventions et leur inclusion dans le cadre régional GRC • Appui à la préparation du Cadre Stratégique pour la résilience au Sahel 	
<p><u>Recommandation 4 (partially accepted)</u> : Mobiliser des ressources internes à la division TCEO pour permettre au Bureau sous-régional de devenir une structure durable de Coordination humanitaire et de veille sur l'analyse de la sécurité alimentaire et nutritionnelle au niveau de la sous-région Afrique de l'Ouest et du Sahel.</p>	<p>En ligne avec la stratégie opérationnelle de TCE, le principe de financement du staff essentiel des BSRs (TCE au besoin couvrirait les coûts des postes essentiels des BSR pour permettre au bureau de s'acquitter de leur rôle principal de liaison, coordination, analyse et plaidoyer) est acquis mais devrait être formalisé.</p>	<p>Au cours de la crise Sahel 2012, TCEO a mobilisé 139,000 USD des fonds SFERA pour le renforcement des capacités du BSR. En plus, la Division est activement engagée dans la gestion des partenariats avec les SBP (stand by partners), pour assurer le déploiement du personnel nécessaire additionnel pendant les crises.</p>	<p>La décision de mobilisation de fonds SFERA a été ad-hoc. La durabilité de la structure de Coordination de Dakar est encore principalement dépendante des contributions volontaires des bailleurs pour les projets régionaux. Tous changements éventuels devront être considérés dans le cadre de la décentralisation de la FAO et donc en collaboration avec RAF qui assumera la responsabilité et supervision du BSR</p>
<p><u>Recommandation 5 (partially accepted)</u> : Confier la responsabilité de la supervision technique au BSR pour des projets à dimension sous-régionale, en lien avec les divisions techniques appropriées, afin de soutenir la qualité des opérations sur le terrain et lui permettre de capitaliser les acquis, tout en garantissant les ressources financières et humaines adéquates pour couvrir cette responsabilité additionnelle</p>	<p>Pour les projets régionaux, au BSR sera confié le rôle de définir les lignes directrices pour l'identification des activités (en collaboration avec les gouvernements), de supporter les pays pour la mise en œuvre des composantes nationales et de capitaliser les acquis des projets, en favorisant les échanges des bonnes pratiques. Une partie majeure du budget pour les ressources humaines des projets régionaux est utilisé pour couvrir le personnel du BSR auquel les tâches mentionnées ci-dessus sont confiées. La supervision technique des projets est assurée par les services techniques de la FAO. Décrire ce mode de fonctionnement dans les documents de projet régionaux et informer les Operations Officers, ERCUs et FAORs</p>	<p>La recommandation a été prise en compte dans tous les projets régionaux où cette approche a été aussi validée par les bailleurs</p>	<p>La capitalisation des acquis et la collecte d'information pour la récolte des bonnes pratiques a été favorisée par le rôle de BSR.</p>

Recommandation	Action Agreed	Comments on actions taken, including reasons for actions not taken	Impact (changes) of actions taken in terms of programme, policies and/or procedures
<p>Recommandation 6 (partially accepted) : Valoriser le BSR dans sa fonction de production d'information en matière de sécurité alimentaire et de gestion et prévention des crises, au travers d'un double effort. : i) faire appliquer par TCEO aux ERCU leur fonction de collecte et de production d'information en matière de sécurité alimentaire et de nutrition à destination du BSR. ii) Impliquer par ailleurs le BSR dans l'évaluations de la performance des ERCU en considérant, outre les volumes financiers mobilisés, la quantité et qualité de collecte, production d'informations stratégiques liées à la sécurité alimentaire et la nutrition la qualité des informations produites à partir des dispositifs de Suivi - Evaluations des projets ou la qualité des partenariats avec les parties prenantes aux projets.</p>	<p>TCEO reconnaît le rôle stratégique joué par le BSR dans la collecte, analyse et diffusion d'information sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Ce rôle sera appuyé par une dissémination systématique des informations produites par les pays et le siège, tels que les rapports pays, rapport finaux des projets, etc. Envoyer un rappel aux ERCUs et Operations Officers pour les sensibiliser au partage de l'information. Profiter d'une des prochaines réunions TCEO pour sensibiliser les Coordinateurs.</p> <p>Pour ce qui concerne la deuxième partie de la recommandation, il est important de rappeler que la structure, le fonctionnement et les liens entre TCEO et les différents bureaux ont été examinés et incorporés dans la Stratégie Opérationnelle TCE 2010 – 2013. Tout changement éventuel devra être recadré dans ce contexte. TCEO prend note de la proposition de redéfinition des liens entre BSR et ERCUs, mais aucune action ne sera entreprise en ce moment.</p>	<p>La plupart des ERCU partagent leur « Country briefs » avec le BSR. Le BSR a poursuivi son partage de toutes les informations externes de sécurité alimentaire avec les pays, y compris les ERCU (notes conjointes mensuelles FAO PAM, analyses régionales, rapports d'ateliers, etc). Les bureaux pays ont aussi fourni régulièrement les données pour la production d'information sur la crise de Sahel</p>	<p>Au cours de la crise du Sahel en 2012, le système de partage et collecte d'information entre le BSR et les pays a largement favorisé la préparation et mise à jour rapide des instruments d'information et plaidoyer internes et externes.</p>
<p>Recommandation 7 : Plaidoyer auprès des bailleurs de fonds pour alimenter le Fonds Humanitaire dans le but de financer des projets à dimension sous-régionale.</p>	<p>Des fonds humanitaires globaux, disponibles pour l'Afrique de l'Ouest existent. Il faudrait préciser que ce fonds concerne les opérations de renforcement/restauration de moyens d'existence.</p> <p>Des consultations avec les principaux bailleurs de fonds sont entreprises au niveau des sièges et au niveau régional en collaboration avec les autres acteurs de la sécurité alimentaire et de la nutrition.</p>	<p>Le BSR a maintenu un dialogue étroit avec les bailleurs régionaux basés à Dakar (USAID/OFDA ECHO) et a rencontré les autres bailleurs lors de leur passage à Dakar (DFID, USAID). Les plaidoyers en faveur de projets régionaux et du soutien du BSR a été renforcé. L'appui du siège a été fourni pour la mobilisation des fonds et négociation des accord cadre avec certains bailleurs.</p>	<p>Des projets régionaux ont été financés</p>

Recommandation	Action Agreed	Comments on actions taken, including reasons for actions not taken	Impact (changes) of actions taken in terms of programme, policies and/or procedures
<p>Recommandation 8: Renforcer les partenariats stratégiques entre la FAO et la PAM sur la préparation aux urgences, la prévention et la réhabilitation (échanges d'information, méthode, collaborations technique sur le terrain) et aider les ONG au sein des coordinations à Dakar à s'organiser pour faire davantage partager l'information sur des évaluations thématiques et des succès en matière de méthodes et de pratiques.</p>	<p>Pour ce qui concerne l'analyse de la sécurité alimentaire et la préparation des Appels Humanitaires la collaboration PAM/FAO existe et est excellente depuis 2007.</p> <p>Pour ce qui concerne le GRC le renforcement du partenariat FAO/PAM est en cours à travers deux voies :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le Groupe Régional « Emergency Preparedness and Response »(EPR) où le PAM et la FAO collaborent activement depuis plus d'une année et - Un partenariat bilatéral PAM/FAO en matière de DRR en cours de développement en suivant des initiatives similaires démarrées depuis début 2011 en Afrique de l'Est/Centrale et Afrique Australe. Une réunion de concertation PAM Dakar et BSR devra se tenir à Dakar pour définir les bases de la collaboration bilatéral en matière de DRR et lancer le processus 	<p>La collaboration FAO/PAM a été poursuivi et son excellence maintenue. Le BSR a continué de collaborer avec le PAM dans le cadre du groupe de travail EPR.</p> <p>Le BSR et le bureau régional du PAM ont établi une feuille de route régionale en DRR centrée sur le développement de feuilles de route au niveau de quatre pays pilotes (Burkina Faso, Niger, Sénégal et Tchad). Cette collaboration a déjà donné lieu à une initiative commune (atelier de renforcement en DRR au Burkina Faso) qui doit être reconduite dans les autres pays pilotes.</p> <p>Des actions sont en cours avec le PAM pour appuyer les achats locaux (programme PAA financé par le Brésil).</p>	<p>Un Document de positionnement stratégique entre le Bureau Régional de la FAO à Accra et le PAM dans le cadre de la résilience est à l'étude.</p> <p>Le BSR et le PAM contribuent à l'élaboration du Plan d'action de la Politique humanitaire de la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). Une partie des suggestions sont prises en compte par la CEDEAO.</p>
<p>Recommandation 9 : Poursuivre les efforts réalisés par le Bureau en 2010 pour définir une stratégie de communication dans le but d'améliorer sa visibilité institutionnelle.</p>	<p>La stratégie de communication de BSR est adoptée et mise en place. Des produits de communication sont élaborés et/ou améliorés et distribués largement au niveau sous régional (donateurs, NGOs, bureaux FAO, etc..).</p> <p>Les messages sur les questions humanitaires pressantes sont harmonisés pour assurer une cohérence entre l'information diffusée par les partenaires humanitaires.</p>	<p>Le BSR a recruté une chargée de communication qui participe aux groupes de travail régionaux en communication, participe aux communiqués conjoints, élabore et améliore les outils de communication du BSR.</p>	<p>Les activités de la FAO dans la sous région ont acquis une meilleure visibilité. La communication est une activité prioritaire du BSR</p>

Recommandation	Action Agreed	Comments on actions taken, including reasons for actions not taken	Impact (changes) of actions taken in terms of programme, policies and/or procedures
<p>Recommandation 10 (partially accepted): Cibler les zones/villages à forte vulnérabilités et donner les aides massivement à l'ensemble des populations en associant les communautés à la définition des critères de ciblage et les impliquant dans la distribution des intrants.</p>	<p>Au début des projets, des ateliers de travail spécifiques réunissant la FAO, les partenaires opérationnels, les autorités et les communautés sont organisés sur le terrain pour préciser les lignes directrices du ciblage. Une note méthodologique sur le ciblage est préparée et validée par toutes les parties prenantes sur le terrain et au niveau central.</p> <p>Des discussions seront programmées entre les coordinateurs des ERCUs pour partager les expériences et opinions au cours de la réunion annuelle TCEO</p>	<p>Pour les activités d'Urgence confiées au BSR pour le Sénégal, des ateliers de travail spécifiques réunissant la FAO, les partenaires opérationnels, les autorités et les communautés ont été organisés sur le terrain pour préciser les lignes directrices du ciblage. Une note méthodologique sur le ciblage a été préparée et validée par toutes les parties prenantes sur le terrain et au niveau central au début de chaque phase du programme (saison principale et contre saison).</p> <p>Depuis juin 2011 aucune réunion annuelle TCE n'a été organisée dans la région, car le processus de décentralisation a été entamé.</p>	<p>NA</p>
<p>Recommandation 11 : Impliquer davantage les services publics décentralisés pour fournir de l'appui/conseil de qualité aux bénéficiaires, informer le niveau central de l'exécution des projets et suivre de façon rapprochée les opérateurs. Au Togo suivre les opérations de distribution pour les campagnes agricoles 2010/2011</p>	<p>En début de projet, des protocoles d'accord ou lettres d'entente sont signés avec les structures décentralisées lorsque les procédures des structures impliquées le permettent.</p> <p>Au Togo, 60% du stock d'engrais restant a été utilisé pour la fumure des vivriers (maïs, sorgho) au cours de la campagne agricole 2010. Les bénéficiaires ont été les membres de 13 groupements ayant reçu la formation en gestion des organisations paysannes. Le stock restant est prévu pour la riziculture sur 30 ha de bas fonds en cours d'aménagement et pour la campagne maraîchère de contre saison 2010-2011 sur deux périmètres maraîchers de 5 ha chacun en cours d'aménagement. Le Programme de la FAO-Togo suit de très près la gestion de ce stock restant et veillera à ce qu'il soit entièrement utilisé pour la campagne maraîchère 2010-.</p>	<p>Au Sénégal, les structures décentralisées du Ministère de l'agriculture et du Ministère de l'élevage ont été sensibilisés aux projets. En 2012 des Protocoles d'Accord ont été signés avec le Ministère de l'agriculture pour associer davantage les structures décentralisées dans la mise en œuvre le suivi et l'évaluation du projet.</p> <p>Au Togo, les 13 tonnes d'engrais restant ont été effectivement du 14 au 17 Juin 2011. Un système de crédit engrais a été développé pour permettre la reconstitution des stocks, afin de rendre durable l'accès aux intrants aux producteurs les plus pauvres dans les communes.</p>	<p>Au Togo, la problématique de la responsabilisation et de l'appropriation des actions est au centre de la stratégie d'intervention de la Représentation de la FAO. C'est pourquoi, dans le cadre de cette composante, l'octroi des intrants a été fait selon des modalités de crédit, entamant des remboursements avantageuses, arrêtées de commun accord avec les bénéficiaires. La stratégie d'accès durable aux moyens de production repose sur le principe de non gratuité des intrants aux petits producteurs issus des ménages vulnérables. Il est important que les intrants acquis soient utilisés dans de bonnes conditions; ce qui permettrait d'accroître effectivement les rendements, donc les revenus qui seront utilisés par les bénéficiaires pour le prochain achat des intrants. Toutefois, cette expérience de</p>

Recommandation	Action Agreed	Comments on actions taken, including reasons for actions not taken	Impact (changes) of actions taken in terms of programme, policies and/or procedures
			<p>crédit engrais mérite d'être suivie avec des relevés analytiques sur la saisonnalité des activités agricoles, notamment le suivi des itinéraires techniques en termes de respect des dates, des doses et des précautions d'utilisation de tous les intrants. Une capitalisation de l'évolution des rendements moyens de chaque culture par producteur, groupement et ZIVD est nécessaire pour une comparaison avec le rendement moyen de la commune et de la préfecture donné par l'administration agricole régionale. L'objectif de ce soutien à la production étant la réduction de l'insécurité alimentaire, la faim et la malnutrition, il paraît important que les résultats de la campagne agricole soient corrélés avec l'évaluation des durées de soudure alimentaire dans les ménages des organisations paysannes appuyées et dans les communes.</p>